

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 02/07/2018

N° : 2018/83

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/37

 **Décisions**

Page 38/155

ARRÊTÉS

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/070/CM

Délégation de fonctions à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- L'arrêté 16/174/CM du 26 avril 2016 du Président du Conseil de la Métropole portant délégation de fonctions à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 13 juillet 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence procédant à l'élection de Monsieur Jean Montagnac en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire Marseille Provence un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Jean Montagnac, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire Marseille Provence :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

L'arrêté 16/174/CM du 26 avril 2016 du Président du Conseil de la Métropole portant délégation de fonctions à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, est abrogé.

Article 3 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/071/CM

Délégation de fonctions à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB n°026-2365/17/CM du 13 juillet 2017 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) ;
- La délibération n° URB 025-2364/17/CM du 13 juillet 2017 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 13 juillet 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence procédant à l'élection de Monsieur Jean Montagnac en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'arrêté 17/044/CM du 9 Mai 2017 du Président du Conseil de la Métropole portant délégation de fonctions à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu dont dépend la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire Marseille Provence un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Jean Montagnac, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Jean Montagnac, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Réunir la conférence intercommunale des maires des communes concernées, notamment préalablement à l'arrêt par le Conseil de la Métropole des modalités de collaboration avec les Communes et à la suite de l'enquête publique ;
- Etablissement du projet de RLPi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres, dont les communes concernées, du projet d'élaboration arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de RLPi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

L'arrêté 17/044/CM du 9 Mai 2017 du Président du Conseil de la Métropole portant délégation de fonctions à Monsieur Guy Teissier, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, est abrogé.

Article 3 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

Article 4 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/072/CM

Délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix procédant à l'élection de Madame Maryse Joissains Masini en qualité de Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Madame Maryse Joissains Masini, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Maryse Joissains Masini, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de PLUi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/073/CM

Délégation de fonctions à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire du Pays Salonais procédant à l'élection de Monsieur Nicolas Isnard en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays Salonais un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Nicolas Isnard, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, Vice-président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Nicolas Isnard, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays Salonais, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de PLUi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 5 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/074/CM

Délégation de fonctions à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile procédant à l'élection de Madame Sylvia Barthélémy en qualité de Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Madame Sylvia Barthélémy, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Vice-présidente de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit du Conseil de la Métropole, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de PLUi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/075/CM

Délégation de fonctions à Monsieur François Bernardini, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence procédant à l'élection de Monsieur François Bernardini en qualité de Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur François Bernardini, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Vice-président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur François Bernardini Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de PLUi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 5 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/076/CM

Délégation de fonctions à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5217-2, L. 5218-2, L. 5218-6 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues procédant à l'élection de Monsieur Gaby Charroux en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du périmètre du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de donner délégation de fonctions à Monsieur Gaby Charroux, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, Vice-président de droit du Conseil de la Métropole, en ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente de fonction est donnée à Monsieur Gaby Charroux, Vice-Président de droit du Conseil de la Métropole, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole, en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, notamment pour les actes suivants, à l'exception des saisines pour avis du Conseil de Territoire :

- Etablissement du projet de PLUi ;
- Notification de la délibération d'engagement aux personnes publiques associées et aux communes concernées ;
- Saisine, pour avis, de tout organisme obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure ;
- Saisine, pour avis, du conseil de développement ;
- Mise en œuvre de la concertation selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil de la Métropole ;
- Transmission, pour avis, aux personnes publiques associées et autres du projet de PLUi arrêté ;
- Soumettre le projet d'élaboration à enquête publique et en assurer l'organisation ;
- Assurer le suivi des éventuelles modifications à apporter au projet de PLUi à la suite de l'enquête publique et aux avis des personnes publiques associées ;
- Etablir les propositions visant à intégrer au projet arrêté les éventuelles modifications issues de l'Enquête Publique ou des avis des personnes publiques associées ou autres ;
- Certifier l'exécution de toutes les formalités de publicité réglementaires.

Article 2 :

La délégation définie aux articles précédents comprend la signature de toutes les pièces et actes relatifs aux missions visées par cette délégation de fonction.

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Le présent arrêté prend effet à la date d'accomplissement des mesures de publicité.

Article 4 :

Conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/089/CM

Délégation de signature à Monsieur Alain Patimo - Direction de l'Aménagement et de l'Habitat du Conseil de Territoire Marseille Provence, concernant l'Association Foncière Urbaine Libre (AFUL) de la ZAC des Florides à Marignane.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence participe à la création de l'AFUL de la Zone d'Aménagement Concerné des Florides et à ses assemblées.

ARRETE

Article 1 :

Délégation de signature est donnée sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Alain Patimo, Directeur adjoint de l'Aménagement et de l'Habitat du Conseil de Territoire Marseille Provence, dans le respect des documents budgétaires et des crédits alloués, à l'effet de me représenter et de signer les documents relatifs à la gestion des Assemblées Générales Ordinaires ou Extraordinaires des propriétaires de l'Association Foncière Urbaine Libre (AFUL) de la ZAC des Florides à Marignane.

Font l'objet de cette délégation les documents suivants :

- Courriers,
- Convocations,
- Emargement,
- Procès-verbaux d'assemblées.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain Patimo, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à Madame Nadine Arnaldi, Directeur de l'Aménagement et de l'Habitat du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/091/CM

Délégation de signature du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en matière de déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Santé Publique et notamment son article L.1331-10 donnant compétence aux Présidents des EPCI pour autoriser les déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 129-260/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° CT4/230316/1 du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile portant élection de Madame Sylvia Barthélémy en qualité de Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

ARRETE

Article 1 :

Délégation de signature est donnée à Madame Sylvia Barthélémy, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour délivrer les autorisations de déversements d'eaux usées non domestiques dans les réseaux d'assainissement dans le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président honoraire du Sénat
Maire de Marseille

Arrêté n° 18/092/CM

Remplacement d'un conseiller portuaire sur les petits ports de Carry le Rouet

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016 désignant Monsieur Claude Piccirillo, président des 8 conseils portuaires.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des ports de plaisance.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté 17/306/CM du 4 octobre 2017.

Article 2 :

Sont désignés membres du Conseil Portuaire des petits ports de Carry le Rouet

Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Monsieur Claude Piccirillo, représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désigné en tant que Président des huit conseils portuaires, par arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Juin 2018

Membres appartenant au Service des Petits Ports de la Côte Bleue

Titulaire : Monsieur Francis CARPENTIER, Coordonateur des ports de la Côte Bleue

Suppléant : Monsieur Henri SALATI, Maître de port de Carry le Rouet

Représentants des usagers :

Représentant des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Louis GUERRA (Société Nautique du Grand Méjean), Monsieur Alain PINEDA (Société Nautique des Figuières), Monsieur Bruno MARSEROU (Société Nautique de la Madrague de Gignac),

Suppléants : Monsieur Alain BOUQUET (Club Nautique de Méjean), Monsieur Jean-Yves LOUARN (Société Nautique de la Madrague de Gignac), Monsieur Jean-Claude DURAND (Société Nautique des Figuières).

Représentant des Sociétés Nautiques, Construction, Réparation et des Associations Sportives et Touristiques liées à la plaisance :

Titulaires : Monsieur Henri PETITI (Société Nautique de La Vesse), Monsieur Marc PEREZ (Société Nautique du Petit Méjean), Monsieur Jean-Louis VITIELLO (Société Nautique du Rouet)

Suppléants : Monsieur Frédéric BACHET (Observatoire du Parc Marin de la Côte Bleue), Monsieur Daniel CHENAL (société Nautique du Rouet)

Représentant des Pêcheurs :

Titulaire : Monsieur Thierry GELLI (CRPMEM)

Suppléant : Monsieur Louis SPERDUTO (CRPMEM)

Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Titulaire : Monsieur Philippe BERUTTI

Suppléante : Madame Marina HUTIN

Représentants les communes de la Côte Bleue :

Titulaires : Monsieur Denis GALLICE (Commune de Carry le Rouet), Monsieur Michel ILLAC (Commune d'Ensues la Redonne), Monsieur Georges ROSSO (Commune du Rove/La Vesse)

Suppléants: Monsieur Dominique LOUIS (Commune de Carry le Rouet), Monsieur Frédéric OUNANIAN (Commune d'Ensues la Redonne).

Représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Titulaire : Monsieur Eric LE DISSES,

Suppléante : Madame Valérie GUARINO

Article 3 :

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 4 :

Un membre du conseil portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Juin 2018

Article 5 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 6 :

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 20 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/093/CM

Engagement de la procédure de la modification simplifiée n°6s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de Cassis du 14 novembre 2017 saisissant le Conseil de Territoire Marseille-Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée de son Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 15 mai 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification du Plan d'Occupation des Sols (POS) de Cassis sous la forme simplifiée et déterminant les modalités de mise à disposition du dossier au public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juin 2018

- La délibération du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 sollicitant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6s du Plan d'Occupation des Sols de Cassis ;
- Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Cassis en vigueur.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de corriger une erreur matérielle dans le Plan d'Occupation des Sols de Cassis en inscrivant un secteur de mixité sociale et en étendant la majoration des règles de hauteur sur la parcelle CM 10 sise avenue Alphonse Daudet ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan d'Occupation des Sols de Cassis sur ces points ;
- Que la modification simplifiée n°6s envisagée aura dès lors pour effet de modifier le document graphique concerné par le projet, le règlement et l'annexe relative à la majoration du volume constructible ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au code de l'urbanisme ;
- Qu'à la suite de la délibération de la commune de Cassis du 14 novembre 2017, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°6s ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 6s du Plan d'Occupation des Sols de la commune.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°6s du Plan d'Occupation des Sols tenant lieu de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cassis.

Article 2 :

La modification simplifiée n°6s du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Cassis porte sur la correction d'une erreur matérielle en inscrivant un secteur de mixité sociale et en étendant la majoration des règles de hauteur sur la parcelle CM 10, sise avenue Alphonse Daudet.

Les modalités de la mise à disposition telles que définies par la délibération du Conseil de territoire Marseille-Provence du 15 mai 2018, seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juin 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/094/CM

Arrêté de déconsignation au profit de Madame Rollandin Veuve Daures de la somme de 38 190 euros. ZAC Empallières Saint Victoret.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’ordonnance d’expropriation du 17 septembre 2015 n° RG 15/00048 publiée au service de la publicité foncière du 2^{ème} bureau d’Aix-en-Provence le 1^{er} août 2016 – vol. 2016P n° 5138 ;
- Le jugement du 30 décembre 2015 fixant l’indemnité de dépossession de 38 190 euros due à l’expropriée Madame Eliane Rollandin Veuve Daures ;
- L’arrêté de consignation n° 16/385/CM du 19 juillet 2016 pour un montant de 33 800 euros ;
- L’arrêté de consignation n°16/16532/CM du 1^{er} décembre 2016 pour un montant de 4 390 euros ;
- Le récépissé de déclaration de consignation du 1^{er} mars 2017 pour un montant de 38 190 euros.

CONSIDÉRANT

- L’expropriation des propriétaires de la Zone d’Aménagement Concerté d’Empallières ;
- La suppression de l’obstacle au paiement par la transmission par l’exproprié de son relevé d’identité bancaire ;
- La demande de l’expropriée de recevoir les indemnités dues.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 38 190 euros représentant l’indemnité rendue au jugement du 30 décembre 2015 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille de la parcelle cadastrée AR 228 sise sur la commune de Saint-Victoret, consignée auprès de la Caisse des dépôts et Consignations sera déconsignée au profit de :

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2018

Madame Eliane Paule Mireille Rollandin
Veuve Daures
161 boulevard Paul Raphel
13170 Saint-Victoret

Article 2 :

Les intérêts relatifs à la somme de 38 190 euros seront versés au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence jusqu'à la date de déconsignation de cette somme.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/096/CM

Désignation des membres du jury relatif au concours restreint de maîtrise d'oeuvre sur esquisse pour l'opération de construction de la médiathèque intercommunale à Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Marchés Publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Bernard Jacquier en qualité de 20^{ème} Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, le 17 mars 2016 ;
- L'arrêté n°16/358/CM du 14 juin 2016 portant délégation de fonctions à Monsieur Bernard Jacquier, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour l'opération de construction de la médiathèque intercommunale à Istres.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de désigner les maîtres d'œuvre, en vue de la constitution de la commission d'appel d'offres composée en jury.

ARRETE

Article 1 :

Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'appel d'offres composée en jury :

- Madame Valérie Décot, architecte, membre du Syndicat des Architectes
- Madame Pascale Birotteau, architecte, membre du Syndicat des Architectes
- Monsieur Jean-Michel Leclerc, Ingénieur, membre du SYNTEC

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Juin 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 21 juin 2018

Le Président
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Juin 2018

DÉCISIONS

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/305/D

Désignation de la SCP Amiel-Susini pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige qui l'oppose à Monsieur Vincent Decombis.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1802385-2 présentée par Monsieur Vincent Decombis devant le Tribunal Administratif de Marseille le 20 mars 2018, tendant notamment à l'annulation de la délibération n°2017-132 du 2 octobre 2017 de la commune de Grans portant approbation du Plan Local d'Urbanisme.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1802385-2 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Amiel-Susini, cabinet d'avocats, 1 rue Monclar, 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Amiel-Susini, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Juin 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/306/D

Désignation de la SCP Amiel-Susini pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige qui l'oppose à Monsieur et Madame Jean-Claude et Françoise Bono et à Madame Irène Amy.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1803520-2 présentée par Monsieur et Madame Jean-Claude et Françoise Bono et Madame Irène Amy devant le Tribunal Administratif de Marseille le 27 avril 2018, tendant notamment à l'annulation de la délibération n°2017-132 du 2 octobre 2017 de la commune de Grans portant approbation du Plan Local d'Urbanisme.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1803520-2 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Amiel-Susini, Cabinet d'avocats, 1 Rue Monclar, 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Amiel-Susini, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Juin 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/307/D

Désignation de la SCP Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Préfet des Bouches-du-Rhône suite à sa requête demandant l'annulation de l'arrêté de permis de construire N° PC 13 005 17 0056.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête déposée par le Préfet des Bouches-du-Rhône devant le Tribunal Administratif de Marseille le 26 avril 2018 (N° 1803391-2) demandant l'annulation de l'arrêté de Permis de construire n° PC 13 005 17 0056 autorisant le réaménagement d'un bâtiment existant initialement à vocation agricole (ferme de Font de Mai) en espaces muséaux, lieux d'exposition, ateliers d'artistes et logements, la construction d'une salle de séminaires, d'un office de cuisine, d'une buvette et de sanitaires publics, ainsi que la construction de deux annexes à vocation agricole (hangar + poulailler) en zone N du Plan Local d'Urbanisme.

DECIDE

Article 1 :

D’ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d’être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d' Enghien 69002 Lyon.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Juin 2018

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/308/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Olivier Burtez-Doucède pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Préfet des Bouches-du-Rhône

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1804523 présentée par le Préfet des Bouches-du-Rhône devant le Tribunal administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 30 novembre 2017 par laquelle la commune des Pennes-Mirabeau a approuvé la révision alléguée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme, d'autre part, à ce que soit ordonnée la suspension de cette décision en application de l'article L. 554-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Olivier Burtez-Doucède, 69 rue Sainte – 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Olivier Burtez-Doucède pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Juin 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/309/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Amiel-Susini pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'association France Nature Environnement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1802636-2 présentée par l'association France Nature Environnement Bouches-du-Rhône (FNE 13) devant le Tribunal Administratif de Marseille le 3 avril 2018, tendant notamment à l'annulation de la délibération du 2 octobre 2017 de la commune de Grans portant approbation de la révision n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à l'association France Nature Environnement Bouches-du-Rhône (FNE 13).

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1802636-2 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Amiel-Susini, cabinet d'avocats, 1 rue Monclar, 13100 Aix-en-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Juin 2018

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Amiel-Susini, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/310/D

Location du MUCEM dans le cadre des conférences sur l'habitat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a loué un lieu de réception dédié aux Etats Généraux du Logement ;
- Qu'il a été loué à cet effet le MUCEM avec les conditions financières suivantes :
Cout de la location : 11 393 euros TTC.

DECIDE

Article 1 :

Est conventionnée avec le MUCEM une mise à disposition du lieu à titre onéreux dans les conditions exposées ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Juin 2018

AILLE
VENCE
m m

18 / 3 1 2 / D



DECISION D'ANNULATION D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :
2014130550086

N° SIREN du maître d'ouvrage
484776489

Famille d'organisme
Tiers secteur

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500034

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13210 Marseille - 10e arrondissement

Exercice
2018

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
FEDERATION D ENTRAIDE SOCIALE FED'ES

63 rte des camoins

13011 Marseille

Nature des logements

Logements ordinaires

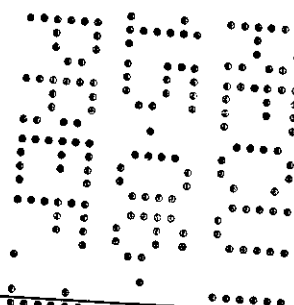
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



A - DECISION FAVORABLE

Date de la décision favorable

N° de la décision favorable 20141305500201

Exercice

30/12/2014

B - OPERATION INITIALE

11 PLS/Chemin du vallon de Toulouse 13011/FES

201421, Chemin du Vallon de Toulouse

13010 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétences en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1.

Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : FEDERATION D'ENTRAIDE SOCIALE
FED'ES (n°SIREN : 484776489).

680 876,00 €

pour un prêt d'un montant maximum de :

dont 680 876,00 pour l'aide PLS

11 logement(s) locatif(s)

nécessaire à la construction ou à l'amélioration de :

à réaliser à : Marseille - 10e arrondissement.

ARTICLE 2.

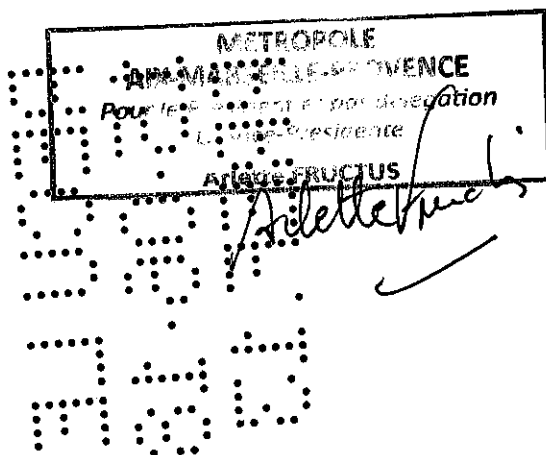
La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.

ARTICLE 3.

Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

le : **12 JUIN 2018**

Fait à MARSEILLE



DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2013130550077_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500047

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

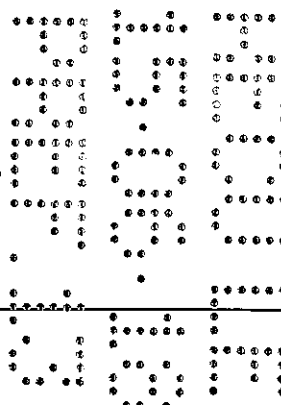
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS / PLAI LES AIGUES MARINES
180 avenue des Aygalades
traverse de l'oasis
13015 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	23/12/2013	20131305500250
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
GRAND DELTA HABITAT		
Sté coopérative HLM /SCIC		
Code bénéficiaire : 662620079		
Adresse :		

3 rue Martin Luther King

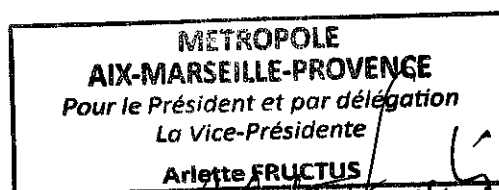
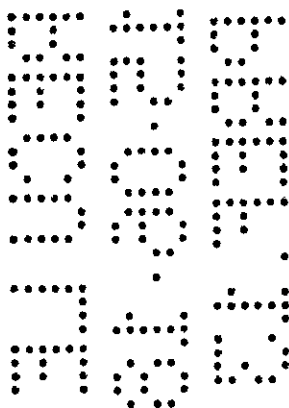
Ville :	84000 AVIGNON
Exercice :	2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 65)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	7 961 509,76 €	7 804 839,20 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 303 370,00 €	(B) 303 370,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 242 696,00 €
Solde à verser		(B-C) 60 674,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 970,00	0,74%
Surcharge foncière	75 505,54	1,11%
Subvention PEEC	110 500,00	1,63%
1%.	575 000,00	8,47%
Sous-total Subventions	810 975,54	11,95%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 383 901,00	49,87%
Prêt CDC foncier	1 537 103,00	22,65%
Prêts PEEC	105 000,00	1,55%
Sous-total Prêts	5 026 004,00	74,07%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	948 439,49	13,98%
Sous-total Fonds Propres	948 439,49	13,98%
Total du Financement (I + II + III)	6 785 419,03	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	253 400,00	8,92%
Surcharge foncière	34 994,46	1,23%
Subvention PEEC	0,00	0,00%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	288 394,46	10,15%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 445 581,00	50,90%
Prêt CDC foncier	653 595,00	23,01%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	2 099 176,00	73,91%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	452 664,30	15,94%
Sous-total Fonds Propres	452 664,30	15,94%
Total du Financement (I + II + III)	2 840 234,76	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention PEEC	110 500,00	1,15%
1%.	575 000,00	5,97%
Subvention Etat	303 370,00	3,15%
Surcharge foncière	110 500,00	1,15%
Sous-total Subventions	1 099 370,00	11,42%
II - Partie Prêts		

Prêt CDC logement	4 829 482,00	50,17%
Prêt CDC foncier	2 190 698,00	22,76%
Prêts PEEC	105 000,00	1,09%
Sous-total Prêts	7 125 180,00	74,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 401 103,79	14,56%
Sous-total Fonds Propres	1 401 103,79	14,56%
Total du Financement (I + II + III)	9 625 653,79	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	9 625 653,79	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 7 804 839,20 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	44	3 067,17 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	44	3 067,17 m²
Assiette *	:	5 333 415,47 €
Taux de subvention	:	0,94 %
SUBVENTION	:	49 970,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	21	1 421,28 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	21	1 421,28 m²
Assiette *	:	2 471 423,73 €
Taux de subvention	:	10,25 %
SUBVENTION	:	253 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 65	Surface utile :	4 488,45 m²
Assiette : 7 804 839,20 €	SUBVENTION :	303 370,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,89 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	4 488,45 m²
Assiette de subvention	:	2 039 403,75 €
Taux de subvention	:	5,42 %
Montant de subvention	:	110 500,00 €

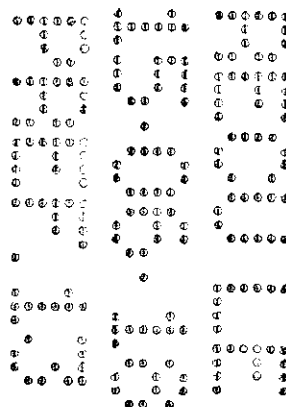
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	:	413 870,00 €
-------------------	---	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	2 561 143,25 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 210 501,03 €
Prestations intellectuelles et frais	1 334 288,03 €
Prix de Revient H.T.	9 105 932,31 €
Montant de la TVA	519 721,48 €
Prix de revient TTC	9 625 653,79 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 144,54 €

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015



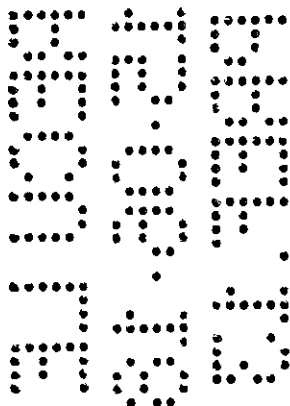
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	110 500,00	5,42%
Sous-total Subventions	110 500,00	5,42%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 928 903,75	94,58%
Sous-total Prêts	1 928 903,75	94,58%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 039 403,75	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 039 403,75	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	673 267,50 €
Surface utile totale	4 488,45 m²
Dont SU Collectif	4 488,45
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	2 561 143,25 €
Assiette de subvention (dépassement)	2 039 403,75 €
Taux de la subvention	5,42 %



**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :

2013130550077_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

662620079

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500046

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

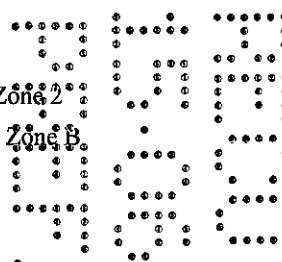
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

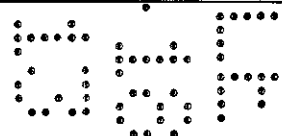


Opération : PLUS / PLAI LES AIGUES MARINES

180 avenue des Aygalades

traverse de l'oasis

13015 MARSEILLE



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

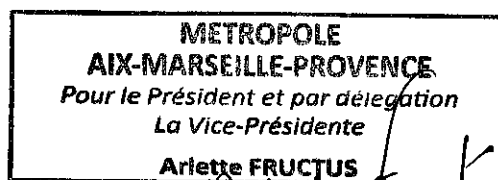
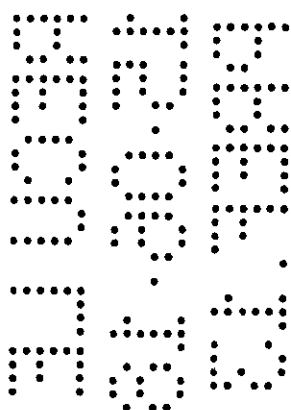
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	23/12/2013	20131305500246
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
GRAND DELTA HABITAT		
Sté coopérative HLM /SCIC		
Code bénéficiaire : 662620079		
Adresse :		
3 rue Martin Luther King		
Ville :	84000 AVIGNON	
Exercice :	2013	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 65)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	2 105 445,00 €	2 039 403,75 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	110 500,00	110 500,00
Montant des acomptes versés		(C) 88 400,00 €
Solde à verser		(B-C) 22 100,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



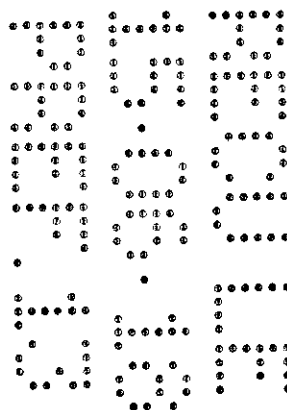
C, PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	110 500,00	5,42%
Sous-total Subventions	110 500,00	5,42%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 928 903,75	94,58%
Sous-total Prêts	1 928 903,75	94,58%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 039 403,75	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 039 403,75	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	673 267,50 €
Surface utile totale	4 488,45 m²
Dont SU Collectif	4 488,45
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	2 561 143,25 €
TVA de la charge foncière	151 528,00 €
Charge foncière TTC	2 712 671,25 €
Assiette de subvention (dépassement)	2 039 403,75 €
Taux de la subvention	5,42 %



**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :
2014130550032_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500045

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

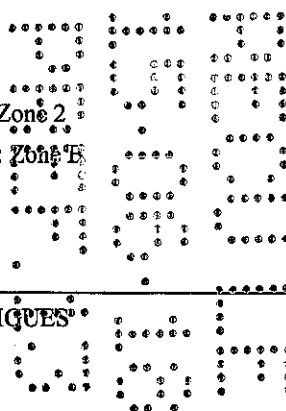
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone E

Opération : PLUS /PLAI ROSELIERE III CHATEAUNEUF_LES_MARTIGUES
Avenue du 14 juillet
lieu-dit La Charité
13220 CHATEAUNEUF_LES_MARTIGUES



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

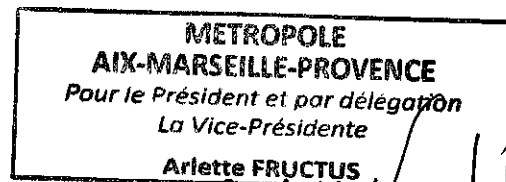
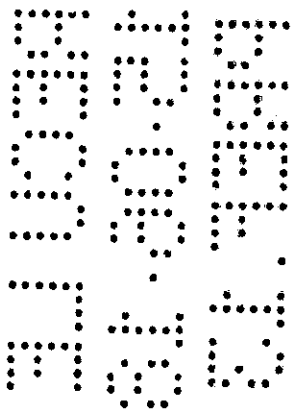
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	19/12/2014	20141305500120
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
GRAND DELTA HABITAT		
Sté coopérative HLM /SCIC		
Code bénéficiaire : 662620079		
Adresse :		
3 rue Martin Luther King		
Ville :	84000 AVIGNON	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 14)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	2 093 481,79 €	2 093 122,12 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 81 600,00 €	(B) 81 600,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 65 280,00 €
Solde à verser		(B-C) 16 320,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 600,00	0,55%
Surcharge foncière	12 000,00	0,69%
Subvention Département	24 000,00	1,37%
Subvention EPCI	24 000,00	1,37%
Sous-total Subventions	69 600,00	3,98%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	419 088,00	23,98%
Prêt CDC logement	1 220 783,00	69,85%
Sous-total Prêts	1 639 871,00	93,83%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	38 246,00	2,19%
Sous-total Fonds Propres	38 246,00	2,19%
Total du Financement (I + II + III)	1 747 717,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	72 000,00	5,48%
Surcharge foncière	9 000,00	0,69%
Subvention Département	18 000,00	1,37%
Subvention EPCI	18 000,00	1,37%
Sous-total Subventions	117 000,00	8,91%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	314 316,00	23,93%
Prêt CDC logement	853 704,00	64,98%
Sous-total Prêts	1 168 020,00	88,91%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	28 684,62	2,18%
Sous-total Fonds Propres	28 684,62	2,18%
Total du Financement (I + II + III)	1 313 704,62	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	42 000,00	1,37%
Subvention Etat	81 600,00	2,67%
Subvention EPCI	42 000,00	1,37%
Surcharge foncière	21 000,00	0,69%
Sous-total Subventions	186 600,00	6,10%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 074 487,00	67,76%
Prêt CDC foncier	733 404,00	23,96%

Sous-total Prêts	2 807 891,00	91,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	66 930,62	2,19%
Sous-total Fonds Propres	66 930,62	2,19%
Total du Financement (I + II + III)	3 061 421,62	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 061 421,62	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 093 122,12 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	8	720,00 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	720,00 m²
Assiette *	:	1 196 069,78 €
Taux de subvention	:	0,80 %
SUBVENTION	:	9 600,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	6	540,00 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	540,00 m²
Assiette *	:	897 052,34 €
Taux de subvention	:	8,03 %
SUBVENTION	:	72 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	1 260,00 m²
Assiette : 2 093 122,12 €	SUBVENTION :	81 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,90 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale :	1 260,00 m²
Assiette de subvention :	511 132,35 €
Taux de subvention :	4,11 %
Montant de subvention :	21 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

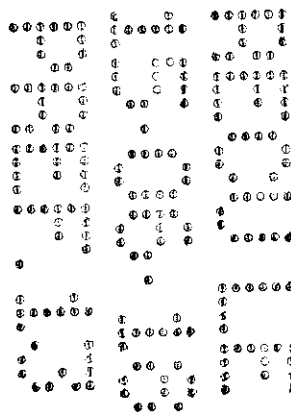
SUBVENTION :	102 600,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	735 596,35 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 759 124,36 €
Prestations intellectuelles et frais	405 637,00 €
Décision No : 20181305500045	Page : 4/6

Prix de Revient H.T.	2 900 357,71 €
Montant de la TVA	161 063,91 €
Prix de revient TTC	3 061 421,62 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 429,70 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



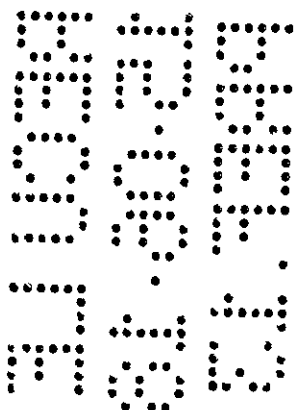
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	21 000,00	4,11%
Subvention PEEC 1 pour 1	21 000,00	4,11%
Subvention Département	42 000,00	8,22%
Subvention EPCI	42 000,00	8,22%
Sous-total Subventions	126 000,00	24,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	385 132,35	75,35%
Sous-total Prêts	385 132,35	75,35%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	511 132,35	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	511 132,35	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	264 600,00 €
Surface utile totale	1 260,00 m²
Dont SU Collectif	0,00
Dont SU Individuel	1 260,00
Charge foncière	735 596,35 €
Assiette de subvention (dépassement)	511 132,35 €
Taux de la subvention	4,11 %



18 / 3 1 6 / D _

DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2014130550032_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500044

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

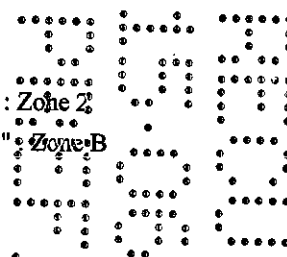
Type de bénéficiaire

Ménages

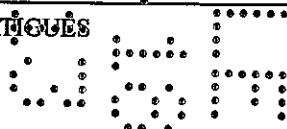
Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS /PLAI ROSELIERE III CHATEAUNEUF_LES_MARTIGUES
Avenue du 14 juillet
lieu-dit La Charité
13220 CHATEAUNEUF_LES_MARTIGUES



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

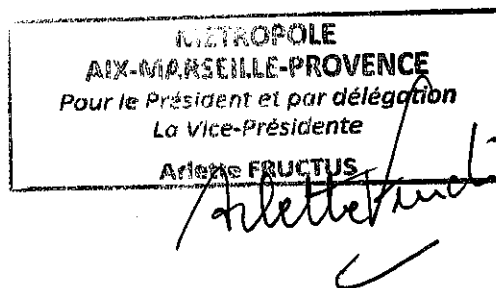
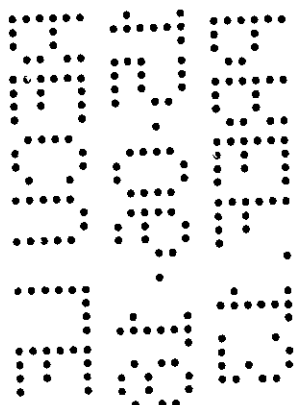
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	19/12/2014	20141305500121
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
GRAND DELTA HABITAT		
Sté coopérative HLM /SCIC		
Code bénéficiaire : 662620079		
Adresse :		
3 rue Martin Luther King		
Ville :	84000 AVIGNON	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 14)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	505 227,20 €	511 132,35 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	21 000,00	21 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 16 800,00 €
Solde à verser		(B-C) 4 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



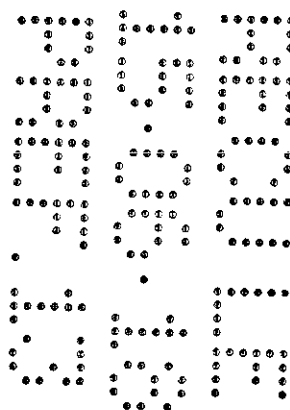
PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	21 000,00	4,11%
Subvention PEEC 1 pour 1	21 000,00	4,11%
Subvention Département	42 000,00	8,22%
Subvention EPCI	42 000,00	8,22%
Sous-total Subventions	126 000,00	24,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	385 132,35	75,35%
Sous-total Prêts	385 132,35	75,35%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	511 132,35	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	511 132,35	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	264 600,00 €
Surface utile totale	1 260,00 m²
Dont SU Collectif	0,00
Dont SU Individuel	1 260,00
Charge foncière HT	735 596,35 €
TVA de la charge foncière	40 136,00 €
Charge foncière TTC	775 732,35 €
Assiette de subvention (dépassement)	511 132,35 €
Taux de la subvention	4,11 %



18 / 3 17 / D

DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2012130550013_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
788058030

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

ADOMA

42 r cambronne

75015 Paris

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500048

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13201 Marseille - 1er arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Autres publics spécifiques

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLAI - Résidence Sociale PETIT SAINT JEAN
26 rue du Petit Saint Jean
13001 Marseille 1er

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	22/08/2012	20121305500053
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
ADOMA		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 788058030		
Adresse :		

42 r cambronne

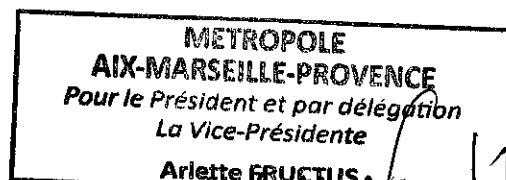
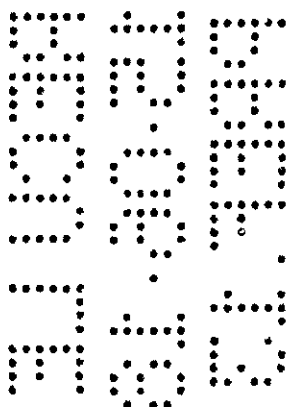
Ville :	75015 Paris
Exercice :	2012

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 12)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	640 587,00 €	483 235,58 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	24 000,00	24 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 15 768,00 €
Solde à verser		(B-C) 8 232,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



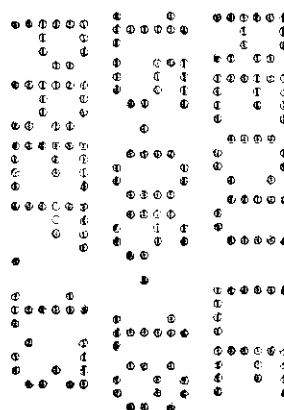
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	24 000,00	4,97%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	36 000,00	7,45%
Conseil Régional	50 951,00	10,54%
Ville de Marseille	96 000,00	19,87%
Sous-total Subventions	206 951,00	42,83%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	159 000,00	32,90%
Prêts Autres	117 284,58	24,27%
Sous-total Prêts	276 284,58	57,17%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	483 235,58	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	483 235,58	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	501 745,00 €
Surface utile totale	266,80 m²
Dont SU Collectif	266,80
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	179 512,54 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	179 512,54 €
Assiette de subvention (dépassement)	483 235,58 €
Taux de la subvention	4,97 %





18 / 3 18 / D _

**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :
2012130550013_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
788058030

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

ADOMA

42 r cambronne

75015 Paris

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500049

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13201 Marseille - 1er arrondissement

Exercice

2018

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Autres publics spécifiques

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLAI - Résidence Sociale PETIT SAINT JEAN
26 rue du Petit Saint Jean
13001 Marseille 1er

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	22/08/2012	20121305500052
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
ADOMA		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 788058030		
Adresse :		

42 r cambronne

Ville :	75015 Paris
Exercice :	2012

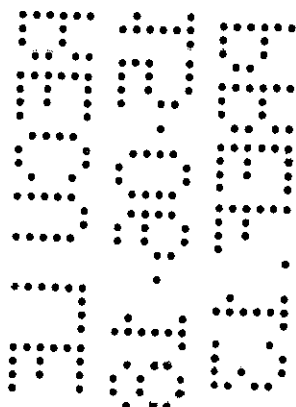
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 12)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	821 790,11 €	931 897,37 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 132 000,00 €	(B) 132 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 105 204,00 €
Solde à verser		(B-C) 26 796,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

12 JUIN 2018



METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlotte FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	132 000,00	13,40%
Surcharge foncière	24 000,00	2,44%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	36 000,00	3,65%
Conseil Régional	50 951,00	5,17%
Ville de Marseille	96 000,00	9,75%
Sous-total Subventions	338 951,00	34,41%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	159 000,00	16,14%
Prêts Autres	410 000,00	41,63%
Sous-total Prêts	569 000,00	57,77%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	77 029,58	7,82%
Sous-total Fonds Propres	77 029,58	7,82%
Total du Financement (I + II + III)	984 980,58	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	984 980,58	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 931 897,37 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

12

266,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

12

266,80 m²

Assiette *

931 897,37 €

Taux de subvention

14,16 %

SUBVENTION

132 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12

Assiette : 931 897,37 €

Surface utile :

266,80 m²

SUBVENTION :

132 000,00 €

Taux moyen de subvention :

14,16 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale : 266,80 m²

Assiette de subvention : 483 235,58 €

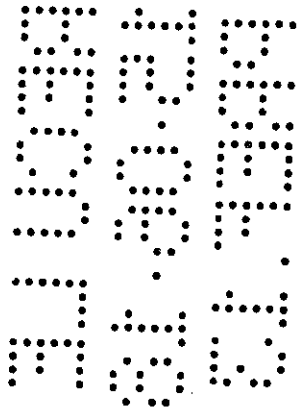
Taux de subvention : 4,97 %

Montant de subvention : 24 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION**SUBVENTION : 156 000,00 €****II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge immobilière HT	179 512,54 €
Coût du bâtiment ou des travaux	698 655,28 €
Prestations intellectuelles et frais	106 812,76 €
Prix de Revient H.T.	984 980,58 €
Montant de la TVA	0,00 €
Prix de revient TTC	984 980,58 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	3 691,83 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	24 000,00	4,97%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	36 000,00	7,45%
Conseil Régional	50 951,00	10,54%
Ville de Marseille	96 000,00	19,87%
Sous-total Subventions	206 951,00	42,83%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	159 000,00	32,90%
Prêts Autres	117 284,58	24,27%
Sous-total Prêts	276 284,58	57,17%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	483 235,58	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	483 235,58	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile

Surface utile totale

501 745,00 €

Dont SU Collectif

266,80 m²

Dont SU Individuel

266,80

0,00

Charge foncière

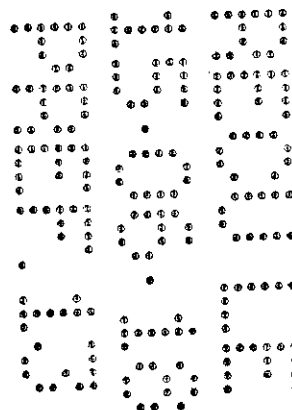
179 512,54 €

Assiette de subvention (dépassement)

483 235,58 €

Taux de la subvention

4,97 %



DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2013130550076_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500057

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLS - LES AIGUES MARINES
180 avenue des Aygalades
traverse de l'oasis
13015 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	23/12/2013	20131305500245
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
GRAND DELTA HABITAT		
Sté coopérative HLM /SCIC		
Code bénéficiaire : 662620079		
Adresse :		

3 rue Martin Luther King

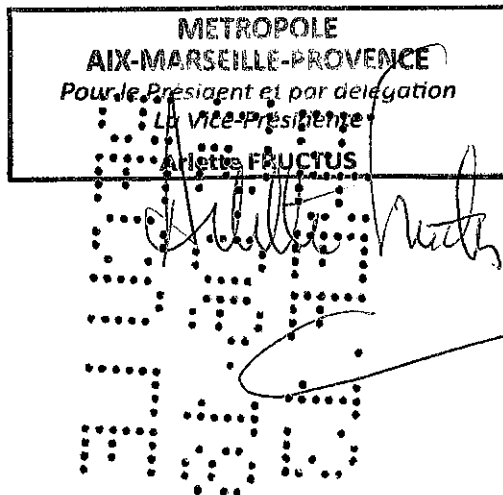
Ville :	84000 AVIGNON
Exercice :	2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 4)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	149 553,00	25,53%	2,36%
Prêts PEEC	70 000,00	11,95%	
Prêt complémentaire CDC	128 972,00	22,02%	1,86%
Prêt CDC logement	148 841,00	25,41%	1,86%
Sous-total Prêts	497 366,00	84,92%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	88 313,16	15,08%	
Sous-total Fonds Propres	88 313,16	15,08%	
Total du Financement (I + II + III)	585 679,16	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	585 679,16		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

271,53 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

271,53 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Assiette : 0,00 €

Surface utile : 271,53 m²

SUBVENTION : 0,00 €

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

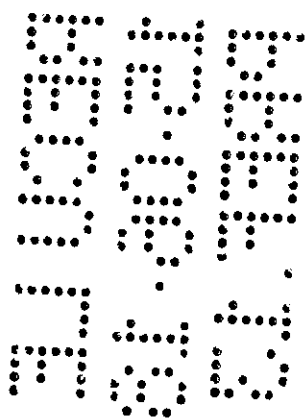
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	155 999,17 €
Coût du bâtiment ou des travaux	316 852,42 €
Prestations intellectuelles et frais	81 201,89 €
Prix de Revient H.T.	554 053,48 €
Montant de la TVA	31 625,68 €
Prix de revient TTC	585 679,16 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 156,96 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
 2011130550014_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 305918732

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
 NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
 CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500056

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
 2018

Nature des logements

Logements ordinaires

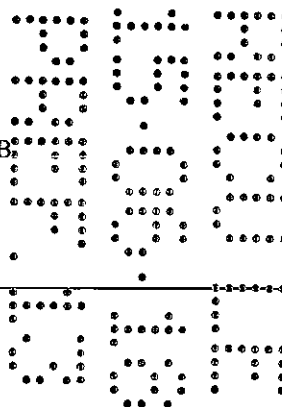
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B₂



Opération : PLUS - PLAI 28-32 RUE LOUBON
 28-32 rue Loubon
 13003 Marseille 3e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

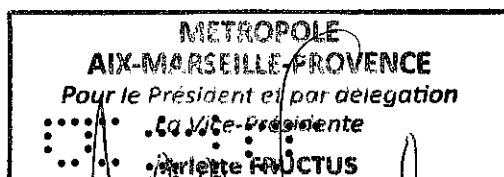
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	12/10/2011	20111305500071
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
NEOLIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 305918732		
Adresse :	NEOLIA	
	34 Rue de la Combe aux Biches	
	CS 75267	
Ville :	25200 MONTBELIARD	
Exercice :	2011	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 37)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	4 420 237,09 €	3 876 468,65 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 174 000,00 €	(B) 174 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 52 200,00 €
Solde à verser		(B-C) 121 800,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	84 000,00	9,80%
Surcharge foncière	10 307,19	1,20%
Ville de Marseille	35 000,00	4,08%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	14 000,00	1,63%
1%.	20 000,00	2,33%
Autres	0,00	0,00%
Subvention Autres	25 000,00	2,92%
Sous-total Subventions	188 307,19	21,98%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	171 640,00	20,03%
Prêt CDC logement	496 931,00	57,99%
Autres	0,00	0,00%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	668 571,00	78,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	856 878,19	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	90 000,00	1,86%
Surcharge foncière	63 692,81	1,31%
Ville de Marseille	150 000,00	3,09%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	60 000,00	1,24%
1%.	100 000,00	2,06%
Autres	36 000,00	0,74%
Subvention Autres	125 000,00	2,58%
Sous-total Subventions	624 692,81	12,88%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	931 317,00	19,21%
Prêt CDC logement	1 542 150,00	31,80%
Autres	560 000,00	11,55%
Prêts Autres	402 604,00	8,30%
Sous-total Prêts	3 436 071,00	70,86%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	788 359,04	16,26%
Sous-total Fonds Propres	788 359,04	16,26%
Total du Financement (I + II + III)	4 849 122,85	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Autres	36 000,00	0,63%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	74 000,00	1,30%
Subvention Autres	150 000,00	2,63%
Ville de Marseille	185 000,00	3,24%
1%.	120 000,00	2,10%
Subvention Etat	174 000,00	3,05%
Surcharge foncière	74 000,00	1,30%
Sous-total Subventions	813 000,00	14,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 039 081,00	35,74%
Prêt CDC foncier	1 102 957,00	19,33%
Prêts Autres	402 604,00	7,06%
Autres	560 000,00	9,81%
Sous-total Prêts	4 104 642,00	71,94%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	788 359,04	13,82%
Sous-total Fonds Propres	788 359,04	13,82%
Total du Financement (I + II + III)	5 706 001,04	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 706 001,04	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 876 468,65 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	30	2 064,25 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	30	2 064,25 m²
Assiette *	:	3 311 880,64 €
Taux de subvention	:	2,72 %
SUBVENTION	:	90 000,00 €
Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	351,90 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	351,90 m²
Assiette *	:	564 588,01 €
Taux de subvention	:	14,88 %
SUBVENTION	:	84 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 37	Surface utile :	2 416,15 m²
Assiette : 3 876 468,65 €	SUBVENTION :	174 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,49 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 416,15 m ²	
Assiette de subvention	:	1 092 836,64 €	
Taux de subvention	:	6,77 %	
Montant de subvention			: 74 000,00 €

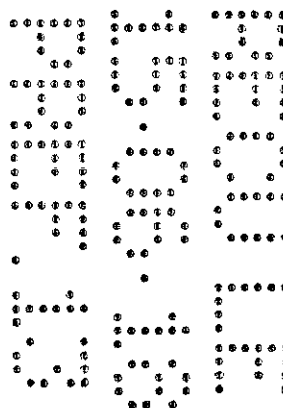
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 248 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 385 364,14 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 393 498,86 €
Prestations intellectuelles et frais	629 668,79 €
Prix de Revient H.T.	5 408 531,79 €
Montant de la TVA	297 469,25 €
Prix de revient TTC	5 706 001,04 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 361,61 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

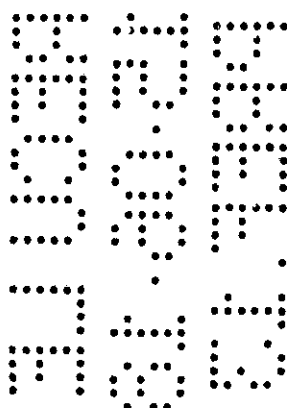
Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	74 000,00	6,77%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	74 000,00	6,77%
Ville de Marseille	185 000,00	16,93%
Sous-total Subventions	333 000,00	30,47%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	759 836,64	69,53%
Sous-total Prêts	759 836,64	69,53%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 092 836,64	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 092 836,64	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile

Surface utile totale	362 422,50 €
Dont SU Collectif	2 416,15 m²
Dont SU Individuel	2 416,15
Charge foncière	0,00
Assiette de subvention (dépassement)	1 385 364,14 €
Taux de la subvention	1 092 836,64 €
	6,77 %



**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :
2015130550015_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500042

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

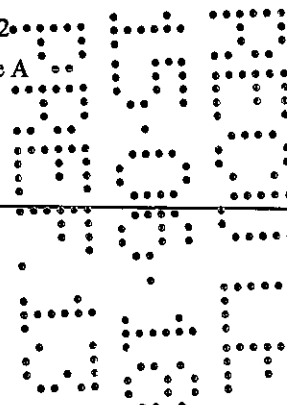
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : 15 PLUS / 5 PLAI -La Roselière 5
Châteauneuf-les-Martigues - 768K1
Quartier de l'Afféragé
La Charité
13220 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

budget délégué de l'état à l'EPCI- Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	08/10/2015	20151305500077
Bénéficiaire		
GRAND DELTA HABITAT		
Sté coopérative HLM/SCIC		
Code bénéficiaire : 662620079		
Adresse :		
3 rue Martin Luther King		

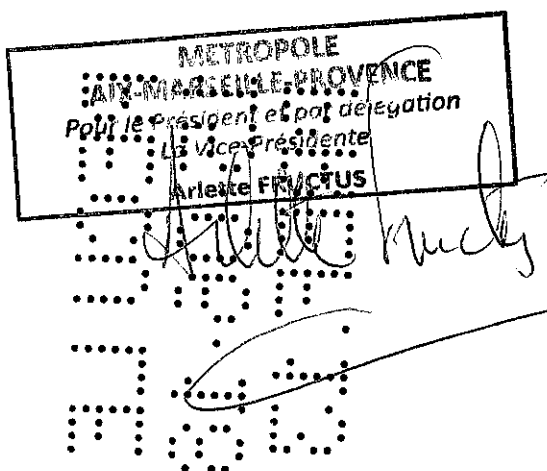
Ville :	84 000 AVIGNON
Exercice :	2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 20)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	2 957 003,71 €	3 008 320,97 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'État à l'EPCI	(A) 49 000,00	(B) 49 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 39 200,00 €
Solde à verser		(B-C) 9 800,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	45 000,00	1,40%
Subvention EPCI	45 000,00	1,40%
Défiscalisation (article 199 undecies C du CGI)	1 908,00	0,06%
Sous-total Subventions	91 908,00	2,85%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 320 361,00	71,99%
Prêt CDC foncier	793 493,00	24,62%
Sous-total Prêts	3 113 854,00	96,61%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	17 500,13	0,54%
Sous-total Fonds Propres	17 500,13	0,54%
Total du Financement (I + II + III)	3 223 262,13	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	4,59%
Subvention Département	15 000,00	1,40%
Subvention EPCI	15 000,00	1,40%
Défiscalisation (article 199 undecies C du CGI)	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	79 000,00	7,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	724 454,00	67,84%
Prêt CDC foncier	264 497,00	24,77%
Sous-total Prêts	988 951,00	92,60%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 067 951,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	60 000,00	1,40%
Défiscalisation (article 199 undecies C du CGI)	1 908,00	0,04%
Subvention Etat	49 000,00	1,14%
Subvention EPCI	60 000,00	1,40%
Sous-total Subventions	170 908,00	3,98%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 044 815,00	70,95%
Prêt CDC foncier	1 057 990,00	24,65%

Sous-total Prêts	4 102 805,00	95,61%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	17 500,13	0,41%
Sous-total Fonds Propres	17 500,13	0,41%
Total du Financement (I + II + III)	4 291 213,13	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 291 213,13	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 008 320,97 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	15	1 380,30 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	15	1 380,30 m²
Assiette *	:	2 256 240,73 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	5	460,10 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	460,10 m²
Assiette *	:	752 080,24 €
Taux de subvention	:	6,52 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	1 840,40 m²
Assiette : 3 008 320,97 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,63 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 49 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 028 851,25 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 468 358,67 €
Prestations intellectuelles et frais	566 605,00 €
Prix de Revient H.T.	4 063 814,92 €
Montant de la TVA	227 398,21 €
Prix de revient TTC	4 291 213,13 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 331,67 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20181305500042

Page : 4/5

18 / 322 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
 2014130550037_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 305918732

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
 NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
 CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500051

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice
 2018

Nature des logements

Logements ordinaires

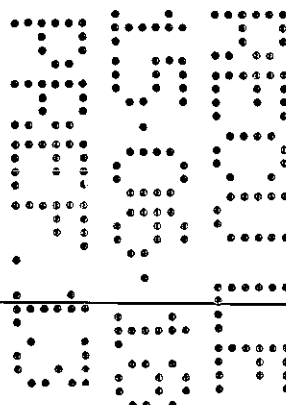
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS/PLAI LA BASTIDE MONET MARSEILLE
 73, avenue Claude Monet
 13014 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

09/12/2014

N° de décision

20141305500102

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

NEOLIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 305918732

Adresse :

NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches

CS 75267

Ville :

25200 MONTBELIARD

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 30)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

2 967 632,58 €

2 956 512,14 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 83 100,00 €

(B) 83 100,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 24 930,00 €

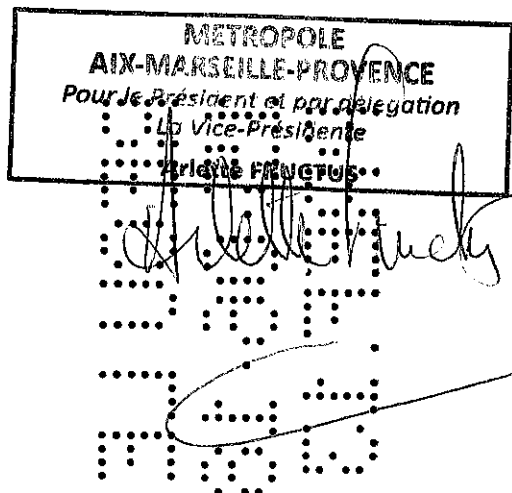
Solde à verser

(B-C) 58 170,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

12 JUIN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	11 100,00	0,34%
Surcharge foncière	34 651,91	1,05%
1%.	384 651,91	11,62%
Sous-total Subventions	430 403,82	13,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	805 998,00	24,35%
Prêts PEEC	770 000,00	23,26%
Prêt CDC logement	747 034,00	22,57%
Sous-total Prêts	2 323 032,00	70,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	557 047,85	16,83%
Sous-total Fonds Propres	557 047,85	16,83%
Total du Financement (I + II + III)	3 310 483,67	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	72 000,00	7,69%
Surcharge foncière	10 348,09	1,11%
1%.	60 348,09	6,44%
Sous-total Subventions	142 696,18	15,24%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	238 121,00	25,43%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Prêt CDC logement	555 614,00	59,33%
Sous-total Prêts	793 735,00	84,76%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	936 431,18	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
1%.	445 000,00	10,48%
Subvention Etat	83 100,00	1,96%
Surcharge foncière	45 000,00	1,06%
Sous-total Subventions	573 100,00	13,49%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 302 648,00	30,67%
Prêt CDC foncier	1 044 119,00	24,59%
Prêts PEEC	770 000,00	18,13%

Sous-total Prêts	3 116 767,00	73,39%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	557 047,85	13,12%
Sous-total Fonds Propres	557 047,85	13,12%
Total du Financement (I + II + III)	4 246 914,85	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 246 914,85	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 956 512,14 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	22	1 420,04 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	22	1 420,04 m²
Assiette *	:	2 295 392,94 €
Taux de subvention	:	0,48 %
SUBVENTION	:	11 100,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	409,00 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	409,00 m²
Assiette *	:	661 119,20 €
Taux de subvention	:	10,89 %
SUBVENTION	:	72 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 30	Surface utile :	1 829,04 m²
Assiette : 2 956 512,14 €	SUBVENTION :	83 100,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,81 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 829,04 m²
Assiette de subvention	:	1 138 989,17 €
Taux de subvention	:	3,95 %
Montant de subvention	:	45 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

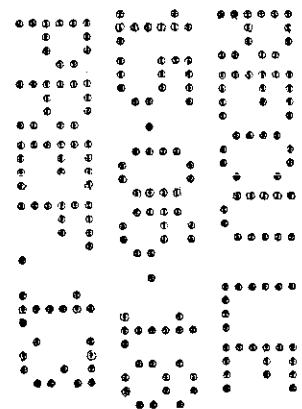
SUBVENTION :	128 100,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 351 613,57 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 630 511,63 €
Prestations intellectuelles et frais	56 690,60 €
Décision No : 20181305500051	Page : 4/6

Prix de Revient H.T.	4 038 815,80 €
Montant de la TVA	208 099,05 €
Prix de revient TTC	4 246 914,85 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 321,94 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



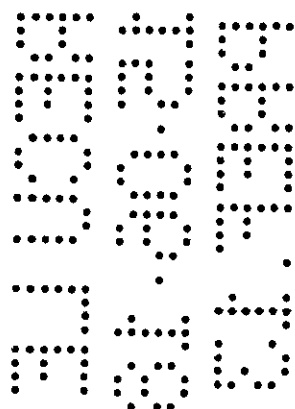
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	45 000,00	3,95%
Subvention PEEC 1 pour 1	45 000,00	3,95%
Subvention PEEC	400 000,00	35,12%
Sous-total Subventions	490 000,00	43,02%
II - Partie Prêts		
Autres	648 989,17	56,98%
Sous-total Prêts	648 989,17	56,98%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 138 989,17	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 138 989,17	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	274 356,00 €
Surface utile totale	1 829,04 m²
Dont SU Collectif	1 829,04
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 351 613,57 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 138 989,17 €
Taux de la subvention	3,95 %



18 / 323 / D

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2015130550140_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500023

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

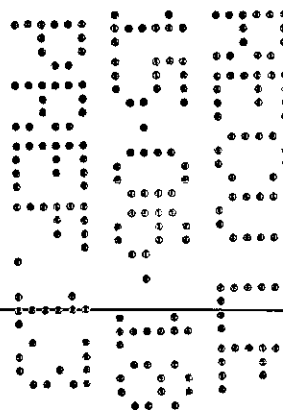
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : IPLAI adapté/19 bis rue la Butineuse/13015/Pact
19 bis rue de la Butineuse
13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500196
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

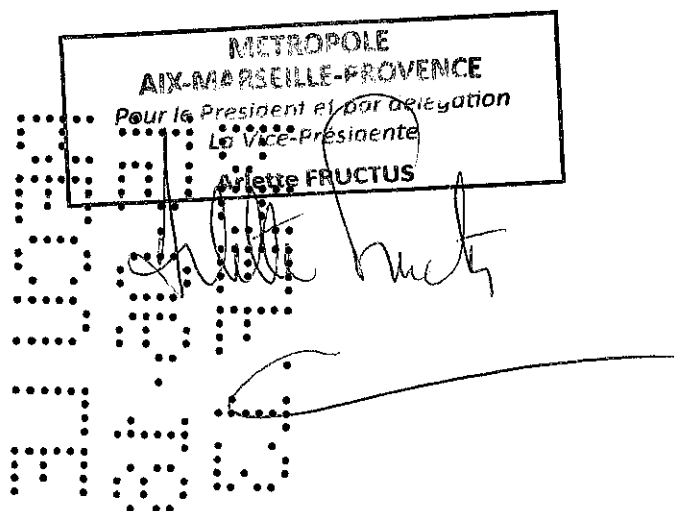
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	90 421,84 €	90 421,84 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 12 000,00 €	(B) 12 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	12,21%
PLAI adapté	12 960,00	13,19%
Conseil Général	9 849,00	10,02%
Conseil Régional	18 000,00	18,32%
Subvention EPCI	3 000,00	3,05%
Subvention Autres	9 849,00	10,02%
Ville de Marseille	4 987,58	5,08%
Sous-total Subventions	70 645,58	71,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	9 742,00	9,91%
Prêt CDC logement	17 877,72	18,19%
Sous-total Prêts	27 619,72	28,11%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	98 265,30	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	98 265,30	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 90 421,84 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	53,50 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	53,50 m²
Assiette *		90 421,84 €
Taux de subvention		13,27 %
SUBVENTION		12 000,00 €
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 1	Surface utile	53,50 m²
Assiette : 90 421,84 €	SUBVENTION	12 000,00 €
	Taux moyen de subvention	13,27 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 12 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

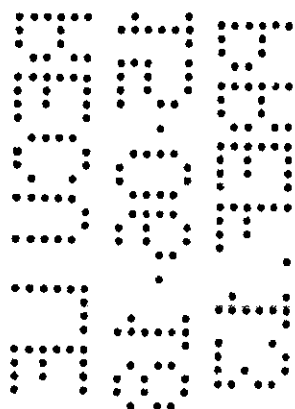
65 714,00 €

Décision No : 20181305500023

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	19 779,80 €
Prestations intellectuelles et frais	10 793,52 €
Prix de Revient H.T.	96 287,32 €
Montant de la TVA	1 977,98 €
Prix de revient TTC	98 265,30 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 836,73 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



18 / 324 / D -

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2010130550039_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500053

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS / PLAI 30 RUE MAZENOD
30, rue Mazenod
13002 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

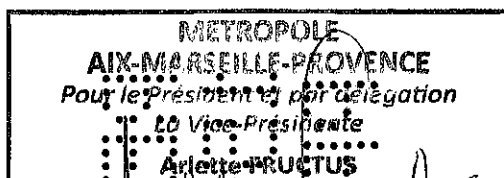
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	19/11/2010	20101305500068
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
Adresse :		
	111 bd national	
	BP 204	
Ville :	13003 Marseille	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 6)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	639 329,61 €	685 693,01 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 48 300,00 €	(B) 48 300,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 14 490,00 €
Solde à verser		(B-C) 33 810,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	36 000,00	7,37%
Surcharge foncière	10 758,31	2,20%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	9 000,00	1,84%
Ville de Marseille	21 000,00	4,30%
Conseil Régional	28 980,00	5,93%
Sous-total Subventions	105 738,31	21,63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	107 080,00	21,91%
Prêt CDC logement	216 617,00	44,32%
Sous-total Prêts	323 697,00	66,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	59 346,00	12,14%
Sous-total Fonds Propres	59 346,00	12,14%
Total du Financement (I + II + III)	488 781,31	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 300,00	2,53%
Surcharge foncière	10 691,69	2,20%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	9 000,00	1,85%
Ville de Marseille	21 000,00	4,32%
Conseil Régional	28 980,00	5,96%
Sous-total Subventions	81 971,69	16,85%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	107 080,00	22,01%
Prêt CDC logement	238 090,00	48,94%
Sous-total Prêts	345 170,00	70,95%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	59 346,17	12,20%
Sous-total Fonds Propres	59 346,17	12,20%
Total du Financement (I + II + III)	486 487,86	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	18 000,00	1,85%
Conseil Régional	57 960,00	5,94%
Ville de Marseille	42 000,00	4,31%
Subvention Etat	48 300,00	4,95%
Surcharge foncière	21 450,00	2,20%
Sous-total Subventions	187 710,00	19,25%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	454 707,00	46,62%
Prêt CDC foncier	214 160,00	21,96%
Sous-total Prêts	668 867,00	68,58%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	118 692,17	12,17%
Sous-total Fonds Propres	118 692,17	12,17%
Total du Financement (I + II + III)	975 269,17	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	975 269,17	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 685 693,01 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	240,75 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	3	240,75 m²
Assiette *	:	341 781,76 €
Taux de subvention	:	3,60 %
SUBVENTION	:	12 300,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	242,25 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	242,25 m²
Assiette *	:	343 911,25 €
Taux de subvention	:	10,47 %
SUBVENTION	:	36 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	483,00 m²
Assiette : 685 693,01 €	SUBVENTION :	48 300,00 €
	Taux moyen de subvention :	7,04 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	483,00 m²
Assiette de subvention	:	419 819,17 €
Taux de subvention	:	5,11 %
Montant de subvention	:	21 450,00 €

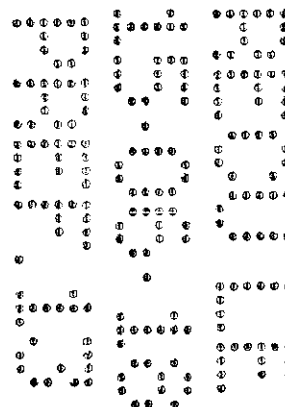
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	:	69 750,00 €
-------------------	---	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	614 305,64 €
Coût du bâtiment ou des travaux	265 751,80 €
Prestations intellectuelles et frais	73 814,34 €
Prix de Revient H.T.	953 871,78 €
Montant de la TVA	21 397,39 €
Prix de revient TTC	975 269,17 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 019,19 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



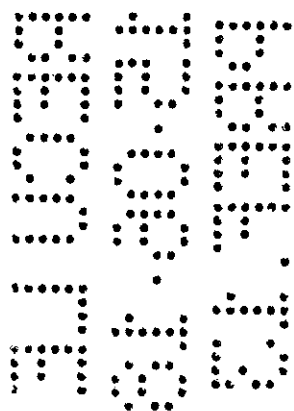
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	21 450,00	5,11%
Sous-total Subventions	21 450,00	5,11%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	398 369,17	94,89%
Sous-total Prêts	398 369,17	94,89%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	419 819,17	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	419 819,17	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	555 450,00 €
Surface utile totale	483,00 m²
Dont SU Collectif	483,00
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	614 305,64 €
Assiette de subvention (dépassement)	419 819,17 €
Taux de la subvention	5,11 %



**DECISION D'ANNULATION
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT**

Numéro d'opération :
2009130550072_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500036

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13205 Marseille - 5e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

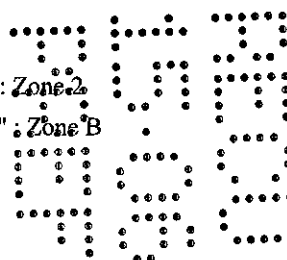
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



A - DECISION FAVORABLE	B - OPERATION INITIALE
<p>Date de la décision favorable 21/11/2017</p> <p>N° de la décision favorable 20171305500126</p> <p>Exercice 2017</p>	<p>PLUS/PLAI 131 RUE AUGUSTE BLANQUI/RUE ST PIERRE-</p> <p>131, rue Auguste Blanqui et 92, rue Saint Pierre 13005 MARSEILLE</p>

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétences en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

Erreur sur le montant du solde

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : 13 HABITAT (n°SIREN : 782855696).
pour un prêt d'un montant maximum de : 1 669 198,00 €
pour une subvention d'un montant maximum de : 149 600,00 €
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 0 logement(s) locatif(s)
à réaliser à : Marseille - 5e arrondissement.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2010130550039_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500052

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13202 Marseille - 2e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
PLUS / PLAI 30 RUE MAZENOD
30, rue Mazenod
13002 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

19/11/2010

N° de décision

20101305500069

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. LOGIREM

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 060804770

Adresse :

111 bd national

BP 204

Ville :

13003 Marseille

Exercice :

2010

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 6)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

346 127,00 €

419 819,17 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

21 450,00

21 450,00

Montant des acomptes versés

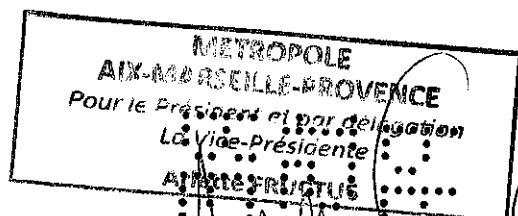
(C) 5 512,65 €

Solde à verser

(B-C) 15 937,35 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



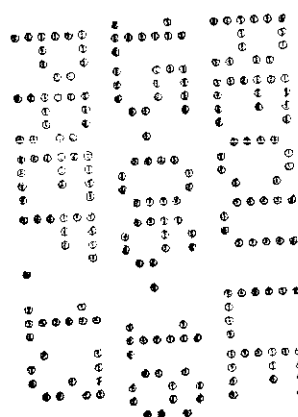
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	21 450,00	5,11%
Sous-total Subventions	21 450,00	5,11%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	398 369,17	94,89%
Sous-total Prêts	398 369,17	94,89%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	419 819,17	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	419 819,17	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	555 450,00 €
Surface utile totale	483,00 m²
Dont SU Collectif	483,00
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	614 305,64 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	614 305,64 €
Assiette de subvention (dépassement)	419 819,17 €
Taux de la subvention	5,11 %



DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2011130550014_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
305918732

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500055

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

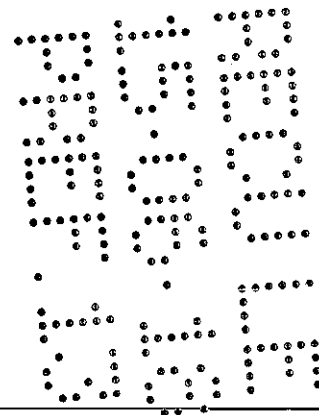
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS - PLAI 28-32 RUE LOUBON
28-32 rue Loubon
13003 Marseille 3e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

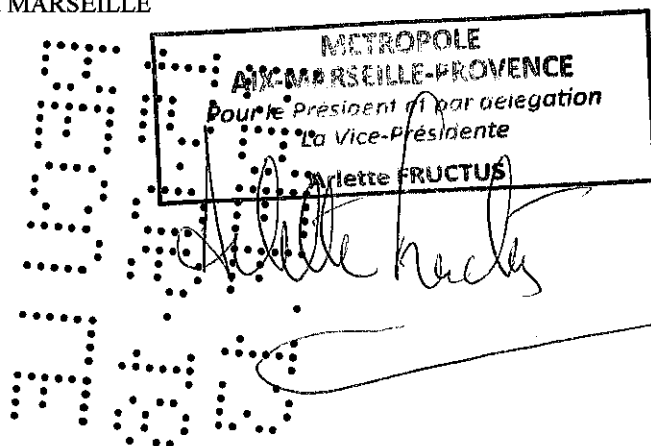
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	12/10/2011	20111305500072
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
NEOLIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 305918732		
Adresse :	NEOLIA	
	34 Rue de la Combe aux Biches	
	CS 75267	
Ville :	25200 MONTBELIARD	
Exercice :	2011	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 37)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	961 745,50 €	1 092 836,64 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	74 000,00	74 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 53 280,00 €
Solde à verser		(B-C) 20 720,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



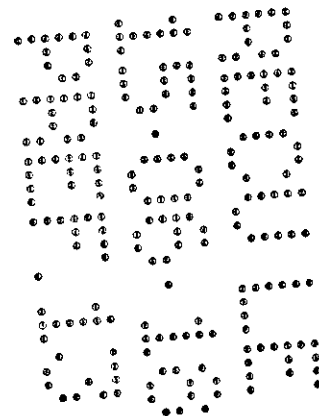
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	74 000,00	6,77%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	74 000,00	6,77%
Ville de Marseille	185 000,00	16,93%
Sous-total Subventions	333 000,00	30,47%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	759 836,64	69,53%
Sous-total Prêts	759 836,64	69,53%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 092 836,64	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 092 836,64	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	362 422,50 €
Surface utile totale	2 416,15 m²
Dont SU Collectif	2 416,15
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 385 364,14 €
TVA de la charge foncière	69 895,00 €
Charge foncière TTC	1 455 259,14 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 092 836,64 €
Taux de la subvention	6,77 %



**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2014130550037_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
305918732

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500050

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

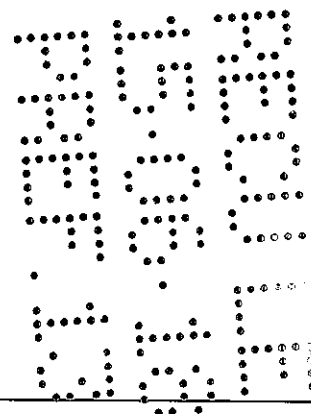
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : PLUS/PLAI LA BASTIDE MONET MARSEILLE
73, avenue Claude Monet
13014 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

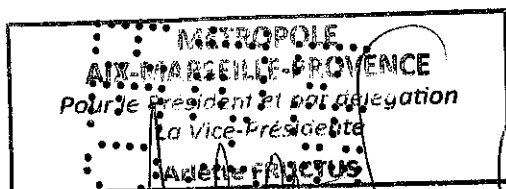
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	09/12/2014	20141305500101
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
NEOLIA		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 305918732		
Adresse :	NEOLIA	
	34 Rue de la Combe aux Biches	
	CS 75267	
Ville :	25200 MONTBELIARD	
Exercice :	2014	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 30)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	930 784,60 €	1 138 989,17 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	45 000,00	45 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 13 500,00 €
Solde à verser		(B-C) 31 500,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018



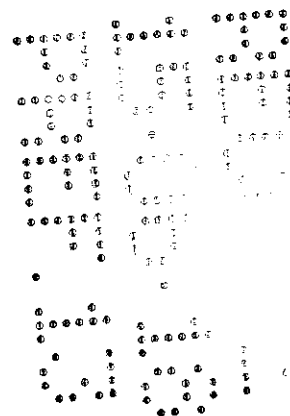
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	45 000,00	3,95%
Subvention PEEC 1 pour 1	45 000,00	3,95%
Subvention PEEC	400 000,00	35,12%
Sous-total Subventions	490 000,00	43,02%
II - Partie Prêts		
Autres	648 989,17	56,98%
Sous-total Prêts	648 989,17	56,98%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 138 989,17	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 138 989,17	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	274 356,00 €
Surface utile totale	1 829,04 m²
Dont SU Collectif	1 829,04
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 351 613,57 €
TVA de la charge foncière	61 731,60 €
Charge foncière TTC	1 413 345,17 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 138 989,17 €
Taux de la subvention	3,95 %



18 / 329 / D

**DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE**

Numéro d'opération :
2015130550140_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

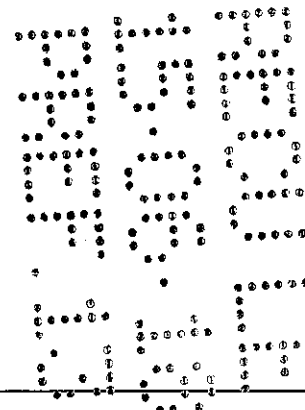
Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500022
Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération :
1PLAI adapté/19 bis rue la Butineuse/13015/Pact
19 bis rue de la Butineuse
13015 Marseille



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500197
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

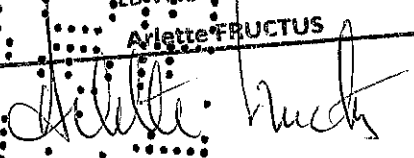
CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 960,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 12 JUIN 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-présidente
Arlette FRUCTUS



**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
POUR PLAI ADAPTÉS**

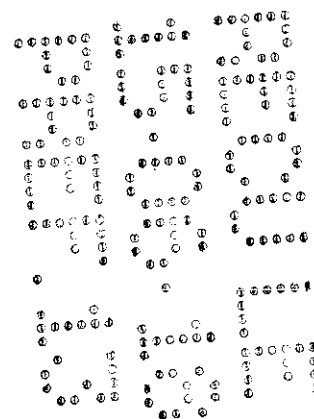
A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 12 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		1	53,50
Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLAI		1	53,50

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	98 265,30 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1



Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/330/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Ville de Marseille d'un bien situé 170/172/176/202 et 202 bis, rue Breteuil à Marseille 6ème arrondissement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions foncières;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13206 18 0159 reçue le 9 mai 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la réalisation d'équipements publics et parcs publics.
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Ville de Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Juin 2018

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Ville de Marseille pour l'acquisition d'un terrain et d'un ensemble de bâtiments situés 170, 172, 176, 202 et 202 bis rue Breteuil et rue Lacédémone – 13006 Marseille cadastrés 828 E 0008, 828 E 0176, 828 E 0228, 828 E 0201, 828 E 0231, 828 E 0181 et 828 E 0233 d'une superficie de 11 545 m², appartenant à l'Association La Comerie relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/331/D

Mise en demeure d'acquérir. Acquisition de la parcelle 833 M 27 située chemin du Vallon de l'Oriol 13007 Marseille dans le cadre d'une mise en demeure d'acquérir par la SCI du Vallon.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16 CM du 30 juin 2016 portant les délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La mise en demeure d'acquérir reçue le 13 juillet 2017 ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-207V1650 du 20 février 2018.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier en recommandé avec accusé de réception du 13 juillet 2017, Madame Sabine Bendotti, gérante de la SCI du Vallon a mis en demeure la commune de Marseille d'acquérir la parcelle 833 M 27 située 251 chemin du Vallon de l'Oriol 13007 Marseille.

DECIDE

Article 1 :

Est décidé d'acquérir la parcelle 833M27 moyennant la somme de 300 000 euros toutes indemnités comprises située 251 chemin du Vallon de l'Oriol 13007 Marseille, suite à la mise en demeure d'acquérir adressée par Madame Sabine Bendotti, gérante de la SCI du Vallon.

Ce bien est vendu libre de toute location ou occupation.

A ce sujet, il est précisé que la SCI du Vallon fera son affaire personnelle de la résiliation du contrat d'affichage qu'elle a contracté avec la société Clear Channel France pour l'implantation d'un panneau publicitaire sur la parcelle ci-dessus citée.

Un huissier mandaté par la Métropole Aix-Marseille-Provence constatera le retrait de celui-ci avant la signature de l'acte notarié.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/332/D

Délégation du Droit de Préemption Urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé 40 la Canebière à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles 5218-1 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption Urbain ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice de Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les Missions Foncières – Délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 contenant les conditions d'exercice du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre "Grand Centre Ville" n° 17/0196 du 13 mars 2017 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2018

- La déclaration d'intention d'aliéner du 14 mai 2018 enregistrée sous le numéro DA 13201 18 0260 portant aliénation des lots 1 – 2 – 3 et 4 dépendant de l'immeuble situé 40 la Canebière à Marseille 1er arrondissement, appartenant à la société BHH CAPITAL, cadastré 803 A 7, d'une superficie cadastrale de 186 m².

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre Ville » l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côtes d'Azur a pour mission d'initier une démarche de portage foncier et de veille sur certains pôles d'intervention non prioritaires, dont la Canebière ;
- Que sur les îlots mutables qui seront identifiés au titre de la convention ci-dessus citée, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côtes d'Azur pour mettre en place une veille foncière permettant de préparer par anticipation les conditions de mise en œuvre de futurs projets de renouvellement urbain sur l'ensemble du périmètre de l'opération « Grand Centre Ville ».

DECIDE

Article 1 :

Le Droit de Préemption Urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côtes d'Azur pour l'acquisition d'un bien situé à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 809 A 7 d'une superficie cadastrale de 189 m² appartenant à la société BHH CAPITAL.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/333/D

Convention d'exploitation d'un centre de distribution du réseau de vidéocommunication au parking Estienne d'Orves à Marseille (1er) avec la Société Française du Radiotéléphone (SFR).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de concession de service public n° 87/042 du 23 février 1987 concernant la réalisation et l'exploitation du parking Estienne d'Orves sis à Marseille ;
- L'avenant n°8 approuvé par délibération TRA002-3829/18/CM du 18 mai 2018.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère, dans le cadre d'un contrat de concession de service public confié à la société Q-Park, le parking Estienne d'Orves sis Place aux Huiles à Marseille 1^{er} arrondissement ;

La Société Française du Radiotéléphone (SFR) souhaite disposer de deux places, soit 23m², au sein de ce parc afin d'installer le centre de distribution du réseau de vidéocommunication. Les principales caractéristiques de cette occupation sont les suivantes :

La convention est consentie pour une durée de 5 ans et prendra effet à compter de sa notification par la collectivité ;

Le montant de la redevance pour ces deux emplacements s'élève à 3 000 euros hors taxes par an pour 2018 ;

La redevance augmentera de 2% par an pendant toute la durée de la convention ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2018

La redevance sera versée annuellement à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui émettra un titre de recettes.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence consent à l'intéressé la location de deux places au parking Estienne d'Orves, sis Place aux Huiles 13001 Marseille, pour une durée de 5 ans, à compter de la notification de la convention ;

Que la Société Française du Radiotéléphone (SFR), représentée par M. Jean-Marc Berti agissant en qualité de Responsable Patrimoine, domicilié 389 Avenue du Club Hippique, CS 70419, 13097 Aix-en-Provence Cedex 2, souhaite occuper deux places, soit 23m², au sein du parking Estienne d'Orves au niveau -1 ;

Le montant de la location s'élève à 3000 euros hors taxes par an, soit 3600 euros toutes taxes comprises, pour l'année 2018. Ce montant sera réglé par le co-contractant à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui est propriétaire du parking Estienne d'Orves après émission d'un titre de recettes ;

Une augmentation de 2% par an s'appliquera à l'expiration de chaque période annuelle.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention pour l'exploitation d'un centre de distribution du réseau de vidéocommunication avec Monsieur Jean-Marc Berti, agissant en qualité de Responsable Patrimoine de SFR, domicilié 389 Avenue du Club Hippique, CS 70419, 13097 Aix-en-Provence Cedex 2.

Celle-ci est conclue pour une durée de 5 ans, à compter de la notification de la convention. Le montant de la location est fixé à 3000 euros hors taxes, soit 3 600 euros toutes taxes comprises, pour l'année 2018. Le règlement s'effectuera par le locataire à la Métropole Aix-Marseille-Provence après émission d'un titre de recettes. Ce montant sera révisé annuellement conformément aux clauses du contrat.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/334/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sylvain Pontier pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCEA l'Arche.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 18MA02460 présentée par la SCEA L'Arche, le GFA du Grand Callamand, Madame Nathalie Souzan et Monsieur Albert Souzan devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement ns° 1600449, 1600456, 1601820, 1601859, 1601863, 1601864, 1601882, 1601941, 1601942 du 27 mars 2018, par lequel le Tribunal administratif de Nîmes a rejeté leur requête tendant à ce que soit annulée la décision du 15 décembre 2015, par laquelle la commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme et la décision du 11 avril 2016 par laquelle la commune a rejeté leur demande de retrait de cette décision, d'autre part, à ce qu'il soit fait droit à ses conclusions de première instance, enfin, à ce qu'une somme de 2 500 euros soit mise à la charge de la commune de Pertuis sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sylvain Pontier – 13 cours Pierre Puget – 13006 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2018

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sylvain Pontier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2018

Le Président

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/335/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sylvain Pontier pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Catherine Grand.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 18MA02462 présentée par Madame Catherine Grand devant la Cour administrative d'appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement n° 1601941-1 du 27 mars 2018 par lequel le Tribunal administratif de Nîmes a rejeté leur requête tendant à ce que soit annulée la décision du 15 décembre 2015, par laquelle la commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme, et la décision de la commune de Pertuis du 15 avril 2016, rejetant sa demande de retrait de cette décision, d'autre part, à ce qu'il soit fait droit à ses conclusions de première instance, enfin, à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la commune de Pertuis sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sylvain Pontier – 13 cours Pierre Puget – 13006 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2018

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sylvain Pontier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont prise en charge

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2018

Le Président

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/336/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sylvain Pontier pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Messieurs Maurel, Madame Jauffret et la SCI Lauval.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 18MA02460 présentée par Monsieur Robert Maurel, Monsieur Laurent Maurel, Madame Valérie Jauffret et la SCI Lauval devant la Cour administrative d'appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement n° 1600456 du 27 mars 2018 par lequel le Tribunal administratif de Nîmes a rejeté leur requête tendant à ce que soit annulée la décision du 15 décembre 2015, par laquelle la commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme et, à titre subsidiaire, à ce que soit annulée la décision précitée en ce qu'elle classe la parcelle AN 313 en zone Nf1 pour partie, d'autre part, à ce qu'il soit fait droit à ses conclusions de première instance, enfin, à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la commune de Pertuis sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sylvain Pontier – 13 cours Pierre Puget – 13006 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2018

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sylvain Pontier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2018

Le Président

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/337/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sylvain Pontier pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCEA Guillaume Sud.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 18MA02458 présentée par la SCEA Guillaume Sud devant la Cour administrative d'appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement ns° 1600449, 1600456, 1601820, 1601859, 1601863, 1601864, 1601882, 1601941, 1601942 du 27 mars 2018 par lequel le Tribunal administratif de Nîmes a rejeté sa requête tendant à ce que soit annulée la décision du 15 décembre 2015 par laquelle la commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme et la décision du 11 avril 2016, par laquelle la commune a rejeté sa demande de retrait de cette décision, d'autre part, à ce qu'il soit fait droit à ses conclusions de première instance, enfin, à ce qu'une somme de 2 500 euros soit mise à la charge de la commune de Pertuis sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sylvain Pontier – 13 cours Pierre Puget – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sylvain Pontier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2018

Le Président

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/338/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sylvain Pontier pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société de Goudronnage et de Terrassements du Lubéron.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 18MA02461 présentée par la SARL Société de Goudronnage et de Terrassements du Luberon et Monsieur Michel Rigaud devant la Cour administrative d'appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement n° 1601941-1 du 27 mars 2018 par lequel le Tribunal administratif de Nîmes a rejeté leur requête tendant à ce que soit annulée la décision du 15 décembre 2015, par laquelle la commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme et la décision de la commune de Pertuis du 15 avril 2016 rejetant leur demande de retrait de cette décision, d'autre part, à ce qu'il soit fait droit à leurs conclusions de première instance, enfin, à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la commune de Pertuis sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sylvain Pontier – 13 cours Pierre Puget – 13006 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2018

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sylvain Pontier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2018

Le Président

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/339/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la Selas Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Charles Valentin.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1804277-1 présentée par Monsieur Charles Valentin devant le Tribunal Administratif de Marseille le 31 mai 2018, et dirigée contre l'arrêté d'exclusion temporaire de fonctions pour une durée d'un jour, du 11 mai 2018, dont il a fait l'objet.

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à Monsieur Charles Valentin ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1804277-1 et d'être représenté dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats, 55 boulevard des Brotteaux, 69455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2018

Le Président

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/340/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Pascal Itrac, Eric Pascal et la Société Queyras Environnement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision rendue par la 5^{ème} Chambre correctionnelle de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence (n° parquet 17/00128 - n° minute 18/00179) du 5 juin 2018 ;
- La déclaration de pourvoi en cassation n° 18197 de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 7 juin 2018.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour de cassation et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Baraduc Duhamel Rameix - 204, rue Vaugirard - 75015 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2018

Le Président

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/341/D

**Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier
Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition de quatre parcelles CO 25, CO
26, CO 135, CO 136, sises Le Grand Verger 13170 Les Pennes-Mirabeau**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°271x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes-Mirabeau du 4 septembre 2012, instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La demande d'acquisition d'un bien reçue en mairie des Pennes-Mirabeau le 31 mai 2018, portant aliénation des parcelles cadastrées de quatre parcelles CO 25, CO 26, CO 135, CO 136, sises Le Grand Verger 13170 Les Pennes-Mirabeau.

CONSIDERANT

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun ;

Que le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2018

Que le bien proposé à l'aliénation est situé dans le secteur de l'opération d'aménagement d'ensemble Pallières II d'intérêt métropolitain visant à réaliser un quartier mixte comprenant des logements, des commerces de proximité et des équipements publics ;

Que la mission foncière est confiée par convention d'intervention foncière à l'établissement public foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

DECIDE

Article 1

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune des Pennes-Mirabeau pour l'acquisition des parcelles cadastrées CO 25, CO 26, CO 135, CO 136, classées en zone UD2 et AU11 du plan local de l'urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau approuvé par délibération du 28 juin 2012.

Article 2

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre
Vice-Président honoraire du Sénat
Maire de Marseille

Décision n° 18/342/D

Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition de dix parcelles CO 162, CO 163, CO 365, CO 368, CO 370, CO 374, CO 375, CO 378, CO 380, CO 381, sises 11 impasse des Pommiers - Le Grand Verger 13170 Les Pennes-Mirabeau

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°271x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes-Mirabeau du 4 septembre 2012, instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La demande d'acquisition d'un bien reçue en mairie des Pennes-Mirabeau le 31 mai 2018, portant aliénation des parcelles cadastrées CO 162, CO 163, CO 365, CO 368, CO 370, CO 374, CO 375, CO 378, CO 380, CO 381, sises 11 impasse des Pommiers – Le Grand Verger 13170 Les Pennes-Mirabeau.

CONSIDERANT

Que le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2018

Que le bien proposé à l'aliénation est situé dans le secteur de l'opération d'aménagement d'ensemble Pallières II d'intérêt métropolitain visant à réaliser un quartier mixte comprenant des logements, des commerces de proximité et des équipements publics ;

Que la mission foncière est confiée par convention d'intervention foncière à l'établissement public foncier Provence- Alpes-Côte d'Azur.

DECIDE

Article 1

Le droit de préemption urbain est délégué à l'établissement public foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition des parcelles cadastrées CO 162, CO 163, CO 365, CO 368, CO 370, CO 374, CO 375, CO 378, CO 380, CO 381, classées en zone UD2 et AUIII du plan local de l'urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau approuvé par délibération du 28 juin 2012.

Article 2

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/343/D

Mise en demeure d'acquérir. Acquisition d'une parcelle à détacher de la parcelle cadastrée BE29 d'une superficie d'environ 227 m² sise les Amandeirets à Châteauneuf-les-Martigues.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président pour les missions foncières ;
- Avis de France Domaine demandé le 19 avril 2018.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier du 19 juin 2017, le Cabinet d'avocats Leca-Sorensen et Associés, représentant les consorts Olive a mis en demeure la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquérir une parcelle à détacher de la parcelle n° BE 0029 d'une superficie de 227 m² sise les Amandeirets – 13220 Châteauneuf-les-Martigues. Cette parcelle est grevée d'un emplacement réservé n° 186 concernant l'aménagement d'une voie urbaine de 12 mètres ;
- Que l'acquisition de ce bien permettra la création d'une voie nouvelle déjà affectée à usage de voirie.

DECIDE

Article 1 :

Est décidé d'acquérir une partie de la parcelle n° BE0029 d'une superficie de 227 m² pour un montant de 5 448 euros se décomposant en une indemnité principale de 4 540 euros et une indemnité de remploi de 908 euros, sise les Amandeirets à Châteauneuf-les-Martigues suite à la mise en demeure d'acquérir adressée par le Cabinet d'avocat Leca-Sorensen et Associés, représentant les consorts Olive.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/349/D

Réforme et cession, à titre onéreux, des véhicules immatriculés EG 802 NW - EG 889 PN - EJ 666 KA - EJ 146 KT - EG 354 VF pour vente au garage Renault DACIA.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est amenée à sortir des véhicules de son parc automobile compte tenu de l'ancienneté, du kilométrage et de leur état technique de vétusté ;
- Que lorsque ces véhicules ne sont pas destinés à la destruction, ils peuvent être cédés ;
- Que toutefois, cette opération ne peut être envisagée que si les véhicules concernés sont mis à la réforme de l'administration, puis sortis de l'inventaire des biens mobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire de sortir les véhicules du parc en vue de leur cession, à titre onéreux ;
- Que plusieurs sociétés ont été sollicitées pour proposer une offre ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à l'offre de la société Agence Renault Dacia.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la cession des véhicules suivants :

- Renault Mégane immatriculé EG 802 NW répertorié sous le numéro 9598
- Renault Kangoo immatriculé EG 889 PN répertorié sous le numéro 9596
- Renault kangoo immatriculé EJ 666 KA répertorié sous le numéro 9583
- Renault Master immatriculé EJ 146 KT répertorié sous le numéro 9599
- Renault Mégane immatriculé EG 354 VF répertorié sous le numéro 9566

Article 2 :

La vente en l'état des véhicules à la société Agence Renault Dacia, situé Boulevard du Royaume Uni, ZI les Molières 13140 Miramas, est fixée à 3 800 euros Toutes Taxes Comprises.

Article 3 :

Les recettes seront inscrites au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 024, nature 024.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/350/D

Mission Elu : Monsieur Michel ROUX - 25 juin 2018 - Cérémonie de remise " Défis Urbains" - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté 16/118/CM relatif à la délégation de fonction de Monsieur Michel Roux du 8 avril 2016 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Michel Roux est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le projet métropolitain et conseil de développement.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Michel Roux se rendra les 25 et 26 juin 2018 à Paris pour représenter la collectivité à la cérémonie de remise de prix, offert par les Défis Urbains pour la fabrique du projet métropolitain Aix-Marseille-Provence catégorie « stratégie territoriale ».

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Juin 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 juin 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN